



LA SOLIDARITÉ OU LA BARBARIE

Quel que soit le nouveau président de la République, nous savions que le camp des travailleurs et des travailleuses n'en sortirait pas gagnant.

Au programme : attaques fascistes contre le syndicalisme en prônant « la réconciliation du travail et du capital » comme pour les syndicats-maisons pétainistes rassemblant ouvriers et patrons, casse des droits sociaux (retraite à 65 ans...), casse du service public, avantageant ainsi le secteur privé et les profits de la bourgeoisie (notamment des exonérations de cotisations sociales), voire la volonté de mettre en place des mesures racistes comme des amendes aux femmes voilées, la priorité nationale pour le logement social et l'emploi... et autoritaires avec l'augmentation du nombre de policiers.

Des candidates et des candidats avaient annoncé la suppression de plusieurs milliers de fonctionnaires. Ceux qui restent ne feront rien pour que cela s'améliore. C'est la précarisation qui remplacerait un statut stable sur lequel chroniqueurs, chroniqueuses et pseudo-économistes tapent sans arrêt. La gestion du public de plus en plus calquée sur le secteur privé détériore les conditions de travail amenant à la perte de sens des métiers et poussant parfois au suicide.



L'hôpital, secteur essentiel est laminé par la politique d'austérité mise en place depuis des décennies. Les derniers scandales ORPEA montrent que les entreprises privées reçoivent de l'argent public pour maltraiter nos anciennes et nos anciens car leur seul but est de faire du fric pour les actionnaires.

A une époque où le thème de l'écologie est à la « mode », les transports en commun sont ouverts à la concurrence avec les conséquences pour les personnels de ces entreprises et sur la qualité du service en lui-même. L'État fait appel à des cabinets-conseils dont les seuls logiciels sont le libéralisme pour mener cette casse annoncée comme une fatalité.

Avant la guerre en Ukraine, les prix augmentaient déjà et aucune mesure d'augmentation générale des salaires n'a été prise.

Pourtant l'argent existe !

il est dans les poches du patronat ! Les entreprises du CAC 40 ont fait des profits records (plus qu'en 2007, précédent record) : 160 milliards d'euros de profit en 2021. Sans oublier, l'argent public vite déversé par le gouvernement dès qu'une entreprise privée à un problème de trésorerie, et sans aucune contrepartie.

Pour ces entreprises, ce n'est pas la crise. On devra leur arracher cet argent qu'elles nous volent comme on devra arracher à l'État et à la bourgeoisie de nouveaux droits sociaux (retraites à 55 ans à taux plein, droit au chômage étendu, un vrai service public...). Il faudra donc organiser une riposte syndicale générale car les coups pleuvent contre le monde du travail.

Macron réforme le chômage et vient à la rescousse du patronat qui ne trouve pas de main d'œuvre prête à se faire exploiter pour des salaires ridicules.

PLUS QUE JAMAIS, IL EST TEMPS D'ORGANISER UNE RIPOSTE SYNDICALE FORTE ET UNIE À LA BASE !

La solidarité est notre arme face aux coups portés contre les syndicalistes qui partout décident de regagner leur dignité. La justice a cassé injustement deux décisions prud'homales favorables aux sections de la CNT chez People and Baby et à l'ESA. Nous pensons à nos 6 collègues de l'école Pasteur de Saint-Denis, après avoir été attaqués dans un journal d'extrême droite, à Edouard Décottes, muté en début d'année en raison de ses activités syndicales,

Le capitalisme, il faut l'abolir car il mène à notre destruction.

Les États impérialistes se partagent le monde et ses richesses pour engraisser leurs capitalistes nationaux. Pour cela, les guerres et les déstabilisations sont monnaie courante pour placer des dirigeants à leur botte. Ces courses au profit conduisent à la destruction des écosystèmes et de la planète qui nous nourrit.

La guerre produit la guerre

Suite à l'agression de l'armée russe en Ukraine, les États (Allemagne, Chine, France...) annoncent un renforcement des arsenaux militaires. Encore des milliards et des milliards vers l'industrie de la mort !

Pour sortir de cette logique mortifère, seule la solidarité internationale de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses du monde entier nous permettra de nous en sortir.

La solidarité commence déjà par la défense de personnes exilées dont on refuse un logement décent sur Rennes, un droit au travail permettant d'accéder à une dignité sans devoir être dépendant d'une aide paternaliste et condescendante.

En ce 1^{er} mai, l'UL-CNT35 appelle à la manifestation intersyndicale du Blosne à 10h .

LA CNT REVENDIQUE :

Réduction du temps de travail et de l'âge légal de départ à la retraite

Partage des richesses

Régularisation de tous les travailleurs et travailleuses sans papier

Augmentation des salaires

Mise en place de mesure pour l'égalité entre les genres et pour défendre les victimes de violences sexistes et

sexuelles



Pour un autre monde, pour une société communiste libertaire !

Union Locale CNT : 9 rue de Gascogne - Rennes
cnt.35@cnt-f.org

